



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une étude commandée par le gouvernement valide l'appel lancé par le secteur en faveur d'une approche fonctionnelle de la durabilité dans les emballages de fruits et légumes

OTTAWA, Ontario (le 19 janvier 2026) – Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) ont publié une nouvelle étude qui met en lumière les répercussions économiques qu'aurait le remplacement des emballages de fruits et légumes frais uniquement en fonction des matériaux sur les consommateurs et l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

Le rapport, intitulé « Estimation des répercussions sur les coûts de la réduction des emballages en plastique pour les fruits et légumes », appuie la position adoptée de longue date par le secteur des fruits et légumes frais, qui estime qu'il faut évaluer les solutions d'emballage durables dans une perspective globale, l'objectif principal étant de prévenir le gaspillage alimentaire.

Cette analyse des coûts prend comme point de départ les conclusions d'une étude gouvernementale de 2024, « Quantifier l'importance de la fonctionnalité des emballages plastiques de fruits et légumes frais en fonction des besoins et des avantages », qui a établi un cadre pour comprendre le rôle essentiel des emballages dans la protection des fruits et légumes frais. Alors que cette première étude expliquait pourquoi la fonctionnalité est si cruciale, ce nouveau rapport quantifie les importantes conséquences économiques de faire fi de cet aspect.

L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL) félicite le gouvernement d'avoir investi dans cette étude basée sur des données probantes, qui met en lumière les compromis complexes entre les matériaux d'emballage et leur incidence sur l'accessibilité des aliments. L'étude arrive à des conclusions qui valident clairement les principes sur lesquels repose le Sustainable Produce Packaging Alignment (SPPA), une initiative conjointe de l'ACDFL et de l'association américaine Western Growers qui vise à mettre en place une approche scientifique et fonctionnelle de l'emballage pour le secteur nord-américain des fruits et légumes frais.

Voici quelques-unes des principales conclusions tirées de l'analyse des coûts réalisée par le gouvernement :

- Hausses de prix considérables : remplacer un sac en plastique bon marché par une boîte en carton pour emballer les pommes pourrait entraîner une augmentation d'environ 42 % du prix de vente au détail. Pour les tomates, une transition plus simple d'une barquette en plastique à un plateau en fibres muni d'un couvercle en plastique pourrait tout de même faire grimper le prix de vente au détail de 11 %.
- Le coût élevé des fruits et légumes en vrac : contrairement à ce qu'on pourrait penser, la vente de fruits et légumes en vrac peut s'avérer plus coûteuse. L'étude révèle en effet que les pommes vendues en vrac coûtent aux consommateurs canadiens 39 % de plus par unité de poids que les pommes préemballées, surtout en raison des inefficacités opérationnelles et de l'augmentation des pertes.
- La résistance des consommateurs aux emballages opaques : le rapport souligne que les essais réalisés avec des emballages non transparents ont donné lieu à une baisse notable des ventes,



même sans augmentation de prix, car les consommateurs trouvent important de pouvoir vérifier visuellement la fraîcheur et la qualité des fruits et légumes.

« L'année dernière, nous avons félicité le gouvernement d'avoir commandé une étude qui confirmait les fonctions essentielles des emballages de fruits et légumes frais, a déclaré Ron Lemaire, président de l'ACDFL. Aujourd'hui, ces nouvelles données sur les coûts nous procurent les pièces manquantes du casse-tête. Elles prouvent ce que nous affirmons depuis toujours : si la politique qui régit les emballages tient compte uniquement des matériaux, ce sont les Canadiens qui en paieront le prix à la caisse, et le gaspillage alimentaire risque d'augmenter. Ces données probantes soulignent le besoin urgent d'une réglementation pragmatique et harmonisée qui récompense la fonctionnalité et les résultats environnementaux manifestement positifs, plutôt que de pénaliser certains matériaux sans envisager les conséquences. »

Ces conclusions arrivent à un moment crucial, alors que le secteur des fruits et légumes frais traverse un paysage complexe où les exigences réglementaires et celles des détaillants divergent et négligent souvent l'objectif premier de l'emballage : protéger les aliments du gaspillage. La culture des fruits et légumes requiert d'énormes ressources, notamment l'eau, l'énergie et la terre, et les répercussions environnementales du gaspillage alimentaire dépassent de loin celles de leur emballage.

En mettant en évidence les inefficacités et le fardeau économique engendrés par les approches fragmentées d'interdiction de certains matériaux pour les producteurs et les consommateurs des deux côtés de la frontière, le rapport appuie l'engagement de l'ACDFL, dans le cadre de l'initiative SPPA, à mener une action fondée sur les données scientifiques et la fonctionnalité. Cette orientation vise à créer une feuille de route claire et harmonisée qui soutient l'innovation et apporte des gains réels et mesurables en matière de durabilité pour l'ensemble du secteur des fruits et légumes frais.

L'ACDFL intégrera les conclusions de cette étude de coûts dans le cadre du SPPA et utilisera ses données pour proposer à l'ensemble du secteur des lignes directrices qui aideront toutes les parties prenantes à prendre des décisions d'emballage éclairées et fondées sur des données probantes, qui tiennent compte des priorités environnementales, économiques et sociales.

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :

Micken Kokonya

Gestionnaire, Communications et études de marché, ACDFL

Téléphone : 613-769-8742

Courriel : mkokonya@cpma.ca

À propos de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Basée à Ottawa, en Ontario, l'ACDFL est une organisation à but non lucratif qui, depuis 100 ans, soutient des membres diversifiés représentant tous les segments de la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes frais. L'ACDFL représente près de 900 entreprises membres responsables de 90 % des ventes de fruits et légumes frais au Canada et un secteur qui contribue chaque année au PIB du Canada à hauteur de plus de 18 milliards de dollars, soutient plus de 187 400 emplois et améliore la santé et la productivité des Canadiens.